

[Accueil](#) > [La force de l'information](#) > [Toute l'actualité](#) > **FO-fonction publique : une mobilisation massive à deux pas de (...)**



LA FORCE SYNDICALE

MANIFESTATION DU 7 FÉVRIER

## **FO-fonction publique : une mobilisation massive à deux pas de Matignon**

JEUDI 7 FÉVRIER 2019 VALÉRIE FORGERONT (VALERIE-FORGERONT)

**Une mobilisation « impressionnante », « réussie », « exceptionnelle »... Quelque 8 000 fonctionnaires de l'État, de la territoriale et du versant hospitalier de la Fonction publique ont participé ce jeudi 7 février à Paris à la manifestation nationale organisée à l'appel FO-Fonction publique.**

Des agents venus du Calvados, de l'Yonne, de la Manche, des Bouches-du-Rhône, de l'Oise, des Deux-Sèvres, de Mayenne, du Morbihan, de Savoie, du Vaucluse... Des agents des Ehpad, des personnels des finances publiques (DGFIP), des lycées et collèges, des infirmières, des territoriaux, des agents de la Poste et des télécommunications, des fonctionnaires de la pénitencière... Dans le cadre de cette manifestation reliant Montparnasse à Matignon, assortie d'un grand rassemblement sur l'esplanade des Invalides, ils étaient 8 000 agents publics, fonctionnaires ou contractuels, à avoir répondu au seul appel de Force Ouvrière, cela afin de dire au gouvernement « Stop », « ça suffit ».

Cette journée d'actions massivement suivie est venue parfaire le périple symbolique et en partie réalisé à pied du Havre (ville du Premier ministre) à Matignon par des militants FO de la Fonction publique. Cette action qui a été l'occasion de faire des haltes dans des localités, souvent rurales, où les services de proximité sont menacés de fermeture voire déjà fermés visait à montrer le combat quotidien des agents pour faire vivre ces services publics.

### **Le bilan de l'audience à Matignon est déjà positif**

Le périple visait aussi à faire entendre les revendications des agents concernant les salaires, les conditions de travail, le statut. Ce 7 février à Paris, tant le secrétaire général de la Confédération FO, Yves Veyrier, que Christian Grolier le secrétaire général de l'UIAFP-FO (union interfédérale des agents FO), Denis Basset, le secrétaire fédéral de la branche Santé de la fédération FO des personnels des services publics et de Santé (SPS-FO) ou encore Yves Kottelat, le secrétaire général de la Fédération SPS-FO ont souligné la réussite de cette semaine d'actions (périple, assemblées générales dans les services, grèves...) et rappelé les revendications des agents.

Christian Grolier a pu tirer aussi le bilan, déjà très positif, de cette mobilisation FO. Et pour cause. A l'occasion d'une audience ce 7 février au matin auprès de trois conseillers du Premier ministre, elle a permis en effet d'obtenir des avancées sur plusieurs dossiers.

## **Annulation de l'allongement de la durée d'échelon**

Alors que FO Fonction publique demande notamment une hausse générale des salaires des fonctionnaires, l'octroi pour tous de la prime exceptionnelle (prônée par le chef de l'État pour les salariés du privé), davantage de moyens budgétaires pour les services et le respect de leurs missions, la titularisation des contractuels, le respect du statut général des fonctionnaires et l'arrêt des attaques -via des projets de réformes- contre le statut fondateur (en 1946) de la Fonction publique républicaine... La grande mobilisation des fonctionnaires FO qui a démarré le dimanche 3 février au Havre et se poursuit jusqu'au 10 février a contraint le gouvernement à tendre l'oreille.

Suite à l'audience de FO avec les conseillers du Premier ministre, le projet portant sur les rémunérations et consistant dans le cadre des quatre chantiers de réformes en cours (rémunérations au mérite, recours accru aux contractuels, plan de départs volontaires, restructuration des instances représentatives des personnels) à vouloir allonger la durée d'échelon de trois mois par année est « annulé pour l'instant, reporté » annonçait Christian Grolier devant les militants FO réunis aux Invalides.

## **FO demande l'ouverture de négociations**

Par ailleurs soulignait le secrétaire général de l'UIAFP-FO, si « concernant le grand débat, FO n'a rien à y faire », en revanche « il faut un débat sur les missions publiques ». Cette revendication de longue date de Force Ouvrière semble faire son chemin. Ce 7 février, les conseillers du Premier ministre ont indiqué que le « conseil national des services publics », créé en 2014, devrait être réactivé. Les organisations syndicales y participeraient.

Concernant les salaires, FO-Fonction publique a souligné encore ce 7 février à Matignon « qu'il n'était pas admissible qu'il y ait du clientélisme ». L'octroi forcément bénéfique d'une prime à certains (policiers, agents des finances publiques) ne peut être satisfaisant. Il faut « une prime pour tous les agents », ce qui ne fait pas oublier la revendication d'une augmentation générale du point d'indice (base de calcul de tous les salaires des agents publics). L'UIAFP-FO a ainsi demandé que « le Premier ministre s'engage à ouvrir des négociations » indiquait Christian Grolier.

## **« Vous n'êtes pas une dépense ! »**

Cette journée d'actions du 7 février a participé à « démontrer que FO peut mobiliser seule » et se faire entendre se réjouissait Christian Grolier.

Félicitant FO-fonction publique pour cette mobilisation réussie, le secrétaire général de la Confédération FO, Yves Veyrier rappelait que salariés du public ou du privé « nous sommes tous confrontés aux mêmes attaques de nos droits ».

Alors que la Fonction publique doit représenter une fierté et qu'elle porte haut les concepts républicains, notamment d'égalité et de fraternité, elle est critiquée, mise à mal dans son fonctionnement, ses missions et ses emplois. Or insistait Yves Veyrier « il faut que cesse le dénigrement, la lecture comptable envers la Fonction publique et ses agents. Vous n'êtes pas une dépense ! Il n'est pas acceptable que vos salaires soient bloqués et que vous soyez écartés de la prime exceptionnelle ».

Le secrétaire général de FO déplorait par ailleurs le caractère modeste, au niveau du Smic, de beaucoup de traitements indiciaires/salaires d'agents publics. Cela met d'autant plus en lumière la nécessité d'augmenter le Smic. FO « revendique un Smic à 1450 euros net » rappelait-il.

Le gouvernement doit entendre aussi la contestation sur ses projets de réformes, ceux sur la fonction publique et les retraites notamment. « Que le gouvernement commence par suspendre ces réformes » lançait le secrétaire général avant d'appeler à convaincre les salariés du public comme du privé de construire une journée de mobilisation interprofessionnelle.



(<https://www.flickr.com/photos/force-ouvriere/albums/72157689494629773>)  
Manifestation du 7 février 2019 à Paris (<https://www.flickr.com/photos/force-ouvriere/albums/72157689494629773>),  
par [www.force-ouvriere.fr](http://www.force-ouvriere.fr) (<https://www.flickr.com/photos/force-ouvriere/>).

### À lire également

[Discours d'Yves Veyrier lors du rassemblement Fonction Publique à Paris le 7 février 2019 \(discours-d-yves-veyrier-lors-du-rassemblement-fonction-publique\)](#)

---